

L'ancien rédacteur d'AFT vise le financement de l'AFD

par
Alastair Sarre

LE GOUVERNEMENT australien a récemment annoncé un plan en dix points, qui coûtera 7,8 milliards de dollars des Etats-Unis pour moderniser le réseau fluvial de l'Australie. Pendant plus d'un siècle, une gestion inadéquate a eu pour effet de laisser les rivières se dégrader; l'érosion, la salinité, l'invasion par des espèces exotiques, l'eutrophication et, de façon générale, l'usage et l'abus de jouissance, les ont tous mises à rude épreuve. Néanmoins, la plupart des hydrologues et gestionnaires des eaux semblent penser que 7,8 milliards de dollars, bien dépensés, permettront dans une large mesure de rétablir l'équilibre.

Mais qu'est-ce que cela a à voir avec les forêts tropicales? Pas grand-chose, sauf que cette décision montre qu'il est possible de mettre à disposition des fonds (assez) importants pour l'environnement, même dans un pays à économie, somme toute, modeste, comme l'Australie.

... l'AFD est d'ordinaire perdant lorsqu'il doit faire concurrence à d'autres occupations des sols où il n'est pas nécessaire de prévoir la conservation de la biodiversité, où il est plus facile d'obtenir des subventions, où la gamme des produits obtenus peut évoluer plus rapidement, et dont les marchés sont plus transparents.

Pourquoi les forêts tropicales n'attirent-elles donc encore que des capitaux dérisoires? Nombreux sont ceux qui considèrent catastrophiques leur disparition et leur dégradation continues (mais voir aussi le point de vue exprimé par Alf Leslie dans AFT 14/3) ... pourquoi donc n'investissent-ils pas leur argent pour tenter de remédier au problème?

Tout d'abord, parce que les économies de la majorité des pays tropicaux sont encore moins reluisantes que celle de l'Australie et les revenus par tête d'habitant y sont beaucoup plus bas. Certains investissent des sommes impressionnantes dans la gestion des forêts naturelles. Mais la plupart ne peuvent pas se permettre d'arrêter le déboisement, même lorsqu'il a de graves incidences sur l'environnement et le bien-être des populations.

Une autre raison, c'est qu'il y a trop de forêt. C'est dans notre nature d'attendre que les problèmes commencent à nous toucher directement avant d'y réagir. L'Australie traverse une période de canicule et de sécheresse qui compromet l'approvisionnement en eau pour l'irrigation et, entre autres, à la capitale d'un état. Soudain, l'eau est un argument électoral et les politiciens réagissent en conséquence. Le problème pour les forêts tropicales c'est que leur disparition n'a pas d'effet négatif mesurable sur l'existence quotidienne de la plupart des gens, en particulier ailleurs que sous les tropiques, où le sort veut

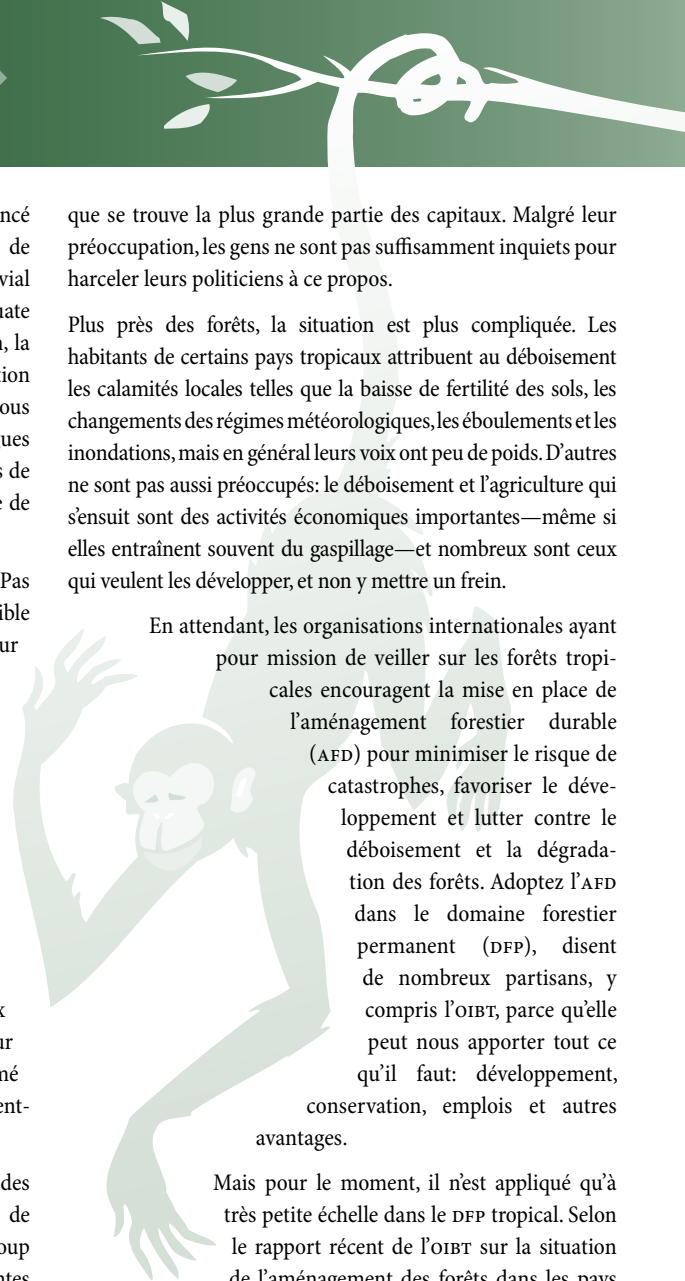
que se trouve la plus grande partie des capitaux. Malgré leur préoccupation, les gens ne sont pas suffisamment inquiets pour harceler leurs politiciens à ce propos.

Plus près des forêts, la situation est plus compliquée. Les habitants de certains pays tropicaux attribuent au déboisement les calamités locales telles que la baisse de fertilité des sols, les changements des régimes météorologiques, les éboulements et les inondations, mais en général leurs voix ont peu de poids. D'autres ne sont pas aussi préoccupés: le déboisement et l'agriculture qui s'ensuit sont des activités économiques importantes—même si elles entraînent souvent du gaspillage—et nombreux sont ceux qui veulent les développer, et non y mettre un frein.

En attendant, les organisations internationales ayant pour mission de veiller sur les forêts tropicales encouragent la mise en place de l'aménagement forestier durable (AFD) pour minimiser le risque de catastrophes, favoriser le développement et lutter contre le déboisement et la dégradation des forêts. Adoptez l'AFD dans le domaine forestier permanent (DFP), disent de nombreux partisans, y compris l'OIBT, parce qu'elle peut nous apporter tout ce qu'il faut: développement, conservation, emplois et autres avantages.

Mais pour le moment, il n'est appliqué qu'à très petite échelle dans le DFP tropical. Selon le rapport récent de l'OIBT sur la situation de l'aménagement des forêts dans les pays producteurs de l'OIBT, la superficie des forêts de production sous AFD est passée de moins de 1 million d'hectares en 1988 à environ 25 millions d'hectares en 2005. C'est un taux d'accroissement inférieur à 2 millions d'hectares par an. S'il reste inchangé, moins d'un quart du DFP tropical dans les pays membres de l'OIBT seront sous AFD vers la fin du siècle. La diffusion de l'AFD doit être accélérée—et dans des proportions considérables.

Cela ne se produira pas spontanément parce que l'AFD souffre d'une déficience majeure: ses conditions économiques. Il coûte plus cher qu'une exploitation déprédatrice et peu de consommateurs semblent disposés à payer la différence. Il nécessite un savoir-faire technique et une commercialisation bien montée. Il est sapé par les produits de substitution bon marché. Et il a besoin de s'appuyer sur des structures de politiques nationales et internationales habilitantes, ce qui est rare. En conséquence, l'AFD est d'ordinaire perdant lorsqu'il doit faire concurrence à d'autres occupations des sols où il n'est pas nécessaire de prévoir la conservation de la biodiversité, où il est plus facile d'obtenir des



subventions, où la gamme des produits obtenus peut évoluer plus rapidement, et dont les marchés sont plus transparents.

Le Forum des Nations Unies sur les forêts, organisation constituée par l'ONU en 2000, est convenu de la nécessité d'encourager l'AFD. Il a récemment annoncé quatre 'objectifs d'ensemble relatifs aux forêts', qui ont été formalisés dans une résolution du Conseil économique et social (ECOSOC). Un de ces objectifs est de "renverser la perte de couverture forestière dans le monde en pratiquant une gestion forestière durable ...".

C'est beaucoup demander à l'AFD, qui actuellement est pratiqué dans moins de 10% du DFP tropical de production. Son extension dans la totalité du DFP serait un accomplissement extraordinaire et méritoire. Mais son expansion dans la mesure nécessaire pour renverser le déboisement hors du DFP semble être un objectif extrêmement éloigné.

La résolution de l'ECOSOC a reconnu la nécessité de mobiliser davantage l'aide internationale si l'on veut mettre fin à la perte de forêts. Un autre de ces quatre objectifs est "d'inverser le déclin de l'aide publique au développement destinée à la gestion forestière durable et de mobiliser des montants considérablement accrus des ressources financières nouvelles et additionnelles de toutes provenances ...".

Comment y parvenir? L'ECOSOC "recommande vivement aux pays de déployer des efforts concertés afin de mobiliser un engagement et un appui politiques au plus haut niveau en faveur de l'amélioration des moyens de mise en oeuvre ...", entre autres, en inversant "la tendance au déclin de l'aide publique au développement destinée à la gestion forestière durable."

Un langage semblable a déjà été utilisé lors d'autres négociations internationales relatives aux forêts. Il ne nous persuade pas que nous constaterons bientôt l'apport "des montants considérablement accrus des ressources financières nouvelles et additionnelles". Pas plus que nous sommes rassurés de voir que l'un des moyens préconisés pour atteindre un objectif ne fait que répéter presque mot pour mot l'objectif lui-même.

La résolution de l'ECOSOC suggère de revoir et évaluer "la possibilité de disposer d'un mécanisme mondial de financement volontaire". A en juger par l'allure où le débat international sur les forêts a progressé jusqu'à présent, un tel mécanisme est un objectif encore bien lointain. De plus, étant donné qu'il serait volontaire s'il était jamais mis en place, il n'y a aucune raison de penser qu'il attirerait davantage de fonds que les mécanismes du même type qui existent déjà.

Alf Leslie (comm. pers.) a récemment fait observer que l'AFD "court le risque de n'être à peine plus que le pieux camouflage d'une inaction bien étudiée". Il a raison. Peu de gens s'attendent à voir dans un proche avenir affluer en direction de l'AFD beaucoup d'aide publique au développement supplémentaire. L'appel lancé par la communauté internationale pour que la perte de couvert forestier soit inversée dans le monde entier grâce à l'AFD semble donc aussi creux qu'une grume cariée.

Existe-t-il d'autres sources de financement? Je peux en discerner trois.

La première est la communauté non gouvernementale qui s'occupe de l'environnement et qui investit déjà des sommes considérables dans des projets à base communautaire pour

la conservation de la biodiversité. Ces sommes pourraient se multiplier à l'avenir—il suffirait qu'un milliardaire signe un chèque ou deux. Mais l'argent mobilisé par la communauté écologiste est plus susceptible d'être utilisé pour améliorer la gestion des aires protégées. Bien dépensé, il pourrait contribuer à l'amélioration des résultats obtenus au niveau local en matière de conservation et à procurer des opportunités économiques aux communautés tributaires des forêts, mais il fera peu pour limiter le déboisement ou la dégradation hors du réseau d'aires protégées—où se trouvent la majeure partie des forêts et, par conséquence, la plupart des problèmes.

Le secteur industriel pourrait également commencer à investir davantage dans la gestion durable des forêts naturelles. Or, de nos jours, les capitaux privés sont prodigués en faveur des plantations forestières, qui sont plus simples à gérer, de qualité plus uniforme et présentent moins de risque. Il est difficile de voir quelque changement intervenir à cet égard.

La troisième solution et, à mon avis, la plus prometteuse est celle du marché du carbone. D'après certaines estimations, le déboisement et la dégradation sous les tropiques représentaient 10 à 25% des émissions mondiales de gaz à effet de serre dans les années 90. Dans l'avenir, ce pourcentage pourrait même augmenter en fonction de l'élévation du taux de dégradation et de disparition des forêts dues à leur morcellement, aux incendies et même aux changements climatiques. Des offres incitant les propriétaires de forêts tropicales à réduire le déboisement et améliorer la gestion des forêts pourraient avoir un effet appréciable sur les émissions de gaz à effet de serre et apporter au secteur des forêts tropicales naturelles l'investissement dont il a tant besoin.

Des offres incitant les propriétaires de forêts tropicales à réduire le déboisement et améliorer la gestion des forêts pourraient avoir un effet appréciable sur les émissions de gaz à effet de serre et apporter au secteur des forêts tropicales naturelles l'investissement dont il a tant besoin.

L'idée n'a rien de nouveau; les négociateurs sur les changements climatiques en délibèrent depuis plus d'une décennie. Il est possible cependant que le reflux de la marée politique soit amorcé—ou, plus exactement, que le climat évolue. Même la plupart des sceptiques semblent accepter que le changement climatique d'origine anthropique est une réalité; le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques laisse aux sceptiques peu de raisons d'en douter. En Australie, la plupart des habitants pensent maintenant que le changement climatique est responsable du manque actuel d'eau et, comme celle de l'eau, la question a envahi la conscience politique. Les catastrophes liées au climat—tels que les récents ouragans aux Etats-Unis et les vagues de chaleur en Europe—touchent également les populations d'autres pays riches. Les gens peuvent les voir et les éprouver. Il est donc probable qu'une sérieuse réaction se développe.

En fait, le monde se trouve peut-être collectivement sur le point d'appréhender clairement ce que signifie le changement climatique. Si ce moment arrive, les groupes de pression sur les politiques relatives aux forêts tropicales doivent le saisir en défendant énergiquement la cause de l'AFD des forêts naturelles. S'ils réussissent et si les capitaux commencent à affluer, l'AFD pourrait encore triompher dans le DFP tropical.